

Climate Chance 2017 Agadir : une chance pour la planète

Il y a un an s'est tenu, à Nantes, dans notre région donc, une réunion préparatoire à la COP 22 de Marrakech, qui ne rassemblait que des acteurs non étatiques (Organisations non gouvernementales, collectivités territoriales, entreprises petites et grandes).

Nous ne savions pas alors que s'enclenchait un mouvement de fond.

Un an après, à Agadir dans le Sud du Maroc, sur la côte Atlantique, le deuxième sommet de Climate Chance se réunit du 11 au 13 septembre. Plus de 5.000 personnes sont là, représentant des centaines d'associations, des dizaines d'entreprises et autant de collectivités territoriales .

La multiplicité et la diversité des stands installés dans les allées et le village de tente attenant au Sommet montrent avec force que la Région d'Agadir, pour ne prendre qu'elle, s'est largement mobilisée pour la lutte contre le changement climatique, dans une démarche de transition pragmatique, prenant en compte tous les aspects que cette lutte induit : gestion de l'énergie, gestion de l'eau, de nouveaux modèles de développement agricole, la prise en compte de la problématique du genre dans la gouvernance de ces transitions.

Tout cela a été réaffirmé par les participants à la plénière inaugurale, le président de la Région Souss Massa (Agadir), les ministres marocains de mines, de l'énergie et du développement durable, de

l'agriculture, de la pêche, du développement rural, de l'eau et des forêts, la secrétaire exécutive de la Conférence de Nations Unies sur le Réchauffement Climatique, le Président de la COP 22 et le président de Climate Chance.

Tous ont souligné le rôle que les acteurs non étatiques (les ANE) ont joué et continuer à jouer dans la mobilisation planétaire. Ainsi, la secrétaire exécutive de la CNUCC, Patricia Espinosa a témoigné du rôle d'aiguillon qu'avaient joué les ONG en apportant des solutions pratiques et répliquables mais aussi en mettant sur la table de nouvelles interrogations nées des observations qu'elles font sur le terrain. Elle a également témoigné du rôle de contre-poids que jouent les collectivités territoriales quand elles refusent l'inertie de leurs Etats, citant en exemple l'initiative américaine « We are still in » qui regroupent toutes collectivités territoriales des Etats -Unis, Etat comme la Californie mais aussi plus de 300 villes, qui refusent d'admettre que la foucade du Président Trump mette un coup d'arrêt aux dynamiques à l'œuvre sur le territoire américain depuis parfois des décennies.

Comme l'a souligné le président de la COP 22, Mr Mezouar, la COP de Marrakech fut un formidable catalyseur local des énergies et a permis de développer une méthodologie qui s'applique maintenant aux nombreux projets qui émergent dans les différentes régions du Maroc : étape 1, on structure, étape 2, on mobilise, étape 3 on accompagne. Cette approche des choses illustrent bien l'esprit de ce sommet des ANE. L'initiative vient des ONG, des entreprises ou des collectivités territoriales et l'Etat n'est là que pour ce soutien

en trois temps, chacun ayant autant d'importance que les autres.

On aurait pu croire que ce sommet des ANE à moins de trois mois de la COP n'était fait que fourbir les arguments qui permettront de faire pression lors des négociations à Bonn en novembre 2017. C'est en partie vrai puisque les organisateurs reconnaissent qu'ils espèrent obtenir de cette COP 23 des engagements concrets et irréversibles. Mais selon le président de Climate Chance, les vrais enjeux ne sont peut-être pas là ; ils sont aussi de faire en sorte que ce rassemblement, qui est probablement le plus grand forum non étatique consacré au changement climatique permettent l'émergence d'initiatives concrètes entre ONG, entreprises et collectivités. Il est aussi de fourbir les arguments pour affronter des partenaires autrement redoutables que les Etats, les bailleurs de fond, dont les logiques échappent largement aux accords passés lors des COP.

C'est peut-être le début d'une maturité institutionnelle de ces acteurs non étatiques.